

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 14 novembre 2024



Quels leviers pour accélérer la transition agricole et alimentaire dans les territoires ?

Enseignements et perspectives issus du programme TETRAA

- Le mercredi 13 novembre 2024 a eu lieu à l'Assemblée nationale le colloque intitulé « **Alimentation et agriculture : quel rôle des territoires ?** », qui a rassemblé les partenaires et membres du programme TETRAA (Territoires en transition agroécologique et alimentaire) autour des enseignements et des perspectives de cette initiative lancée par **la Fondation Daniel et Nina Carasso et AgroParisTech**.
- Au terme d'une expérimentation qui aura duré 5 ans au sein de 9 territoires, les différents acteurs du programme TETRAA et leurs partenaires proposent **des enseignements pratiques et appellent à des mesures majeures** pour favoriser la transition à toutes les échelles.
- Ces recommandations rejoignent les objectifs de la tribune transpartisane à paraître « **Pour une alimentation durable portée par les territoires** », cosignée par plus de 120 élus de différentes échelles territoriales, prônant le développement de **systèmes alimentaires territoriaux résilients, durables et équitables**, à travers notamment un soutien réaffirmé de l'État et à la mise en place d'une politique nationale de transition agroécologique et alimentaire solide.

Les territoires en première ligne face aux problématiques environnementales et sociales

Nos choix alimentaires influencent l'ensemble de notre écosystème: déclin de la biodiversité, réchauffement climatique, enjeux de santé publique... Ces défis

multidimensionnels de notre système agricole et alimentaire nécessitent d'adopter une approche systémique et une politique nationale forte, soutenue par une action concrète et adaptée des territoires à l'échelle locale. Des acteurs s'engagent déjà pour proposer des initiatives visionnaires, qui interrogent nos façons de produire et de consommer mais également de faire société et de penser notre rapport au vivant.

Partant de ce constat, **la Fondation Daniel et Nina Carasso et AgroParisTech** ont lancé le programme TETRAA pour permettre à ces projets audacieux de devenir **de véritables démonstrateurs de la faisabilité et de l'intérêt** d'une transition vers des systèmes agricoles et alimentaires plus écologiques, solidaires et démocratiques.

Doté de 5,69 millions d'euros sur 5 ans (2020-2024), le programme TETRAA a retenu 9 territoires divers (taille, situation socio-économique, forces politiques en présence, engagement préexistant dans la transition etc.) sur le territoire métropolitain, pour **mieux appréhender la diversité des situations** et des chemins de transition, mais aussi pour mieux comprendre les **enjeux communs**, comme la perte de sols à vocation agricole, la sécurité alimentaire, la question de l'eau ou encore la disparition de la biodiversité.



Carte des 9 territoires TETRAA



« TETRAA porte l'idée que le territoire est une échelle pertinente pour penser et agir en faveur de la transition agroécologique et alimentaire. En combinant le cofinancement de projets et d'animation territoriale, la création et le déploiement d'appuis opérationnels adaptés aux besoins des territoires ainsi que l'accompagnement analytique visant à décrypter les freins et les leviers de ces démarches, TETRAA a participé à créer un cadre propice à l'émergence d'un pilotage stratégique des politiques de transition agricole et alimentaire à l'échelle locale », analyse **Margaux Denis, Responsable Programme Alimentation Durable, France.**

Un espace de discussion transpartisan au service d'une alimentation durable portée par les territoires

À l'occasion de la fin du programme, un colloque transpartisan dédié a été organisé le mercredi 13 novembre 2024 à l'Assemblée nationale. Avec pour thématique « **ALIMENTATION ET AGRICULTURE : QUEL RÔLE DES TERRITOIRES ?** », il a été coporté par trois députés de sensibilité politique différente : Sandrine Le Feu, députée du Finistère, Marie Pochon, députée de la Drôme, et Dominique Potier, député de Meurthe-et-Moselle.

En proposant un espace de discussion transpartisan sur le rôle des collectivités territoriales dans la transition agricole et alimentaire et les moyens alloués pour leur permettre d'agir, tout en associant des parlementaires, des acteurs de la recherche, du monde agricole et alimentaire, ainsi que des représentants de la société civile, le colloque a participé à faire émerger des propositions concrètes, autour des conclusions du programme TETRAA.

Ces dernières s'inscrivent dans la continuité de la tribune « **Pour une alimentation durable portée par les territoires** », cosignée par plus de 120 élus de différentes échelles territoriales, prônant le développement de **systèmes alimentaires territoriaux résilients, durables et équitables** grâce à un soutien réaffirmé de l'État en termes financiers, législatifs et réglementaires et une politique nationale de transition agroécologique et alimentaire solide.



« Le programme TETRAA a permis de s'inspirer de démarches de transition conduites dans d'autres territoires. Nous avons pu au sein de ce réseau partager nos réussites et difficultés avec des collectivités engagées. Ce programme a démontré que le niveau territorial est pertinent pour porter les politiques publiques de l'alimentation, c'est pourquoi nous souhaitons influencer le cadre national pour soutenir des politiques de transition plus ambitieuses », déclare **Gilles Pérole, Adjoint au Maire de la ville de Mouans-Sartoux.**

Des enseignements concrets à destination des représentants politiques aux différentes échelles territoriales

En s'appuyant sur les enseignements du programme TETRAA, des recommandations ont été élaborées. L'objectif est de fournir aux parlementaires, aux services de l'Etat ainsi qu'aux élus locaux aux différentes échelles, une base solide pour proposer des mesures concrètes en faveur de la transition. Retrouvez-en quelques-unes ci-dessous :

À destination des parlementaires et de l'État

1. **Affirmer la compétence** des collectivités territoriales en matière alimentaire.
2. **Augmenter le soutien financier de l'Etat** aux démarches initiées par les collectivités territoriales en matière de transition agricole et alimentaire.
3. **Mobiliser la loi** (Loi d'orientation agricole, Egalim...), pour encourager les modèles et pratiques concourant à faire évoluer le modèle agricole et alimentaire dans une logique d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à celui-ci.
4. **Soutenir les réseaux d'élus locaux** via des politiques et systématiser la sollicitation de ces réseaux d'élus lors de l'élaboration des politiques publiques - tant nationales qu'européennes - afin que leur parole soit entendue et leurs bonnes pratiques diffusées.
5. **Étoffer l'offre de formations** sur les enjeux agricoles et alimentaires et sur les techniques d'animation participatives dans les collectivités. Pour ce faire, solliciter le CNFPT et l'INSET pour les agents de la fonction publique, et les organismes de formation des élus pour les élus locaux.

À destination des élus locaux :

1. **Augmenter les financements** dirigés vers des projets de transition dans les budgets des collectivités et en assurer le suivi au moyen du budget vert.
2. **Garantir un nombre de postes** pérennes, sécurisés et attractifs en charge des thématiques agricoles et alimentaires au sein des collectivités territoriales
3. **Repenser l'organisation et le fonctionnement des collectivités** pour qu'elles puissent, en interne, traiter les enjeux grâce à un travail en transversalité ; et en externe, jouer pleinement leur rôle de coordinateur et d'animateur des démarches de transition.
4. **Nommer un élu en charge des questions agricoles et alimentaires** dans le bureau de chaque collectivité, disposant de moyens à la hauteur des enjeux. Pour construire et déployer une politique publique ambitieuse, le binôme élu-technicien doit avoir accès à des formations.
5. **Intégrer les acteurs économiques des filières** dans les démarches de transition des collectivités, pour soutenir le développement de filières alimentaires territoriales rémunératrices pour les agriculteurs et créatrices de valeur pour le territoire.



*"La transition du système alimentaire ne peut pas reposer uniquement sur le maillon des exploitations agricoles. Nous avons besoin d'un cadre politique qui accompagne aussi la transition des industries agro-alimentaires et favorise l'évolution des pratiques alimentaires. Par exemple, tout le monde est d'accord pour améliorer la souveraineté protéique de la France. Mais pourtant nous n'arrivons pas à augmenter notre production de légumineuses, parce que pour que les agriculteurs en produisent plus, il faut qu'il existe des infrastructures de stockage et de transformation et une demande", conclut **Aurélie Catallo, Directrice Agriculture France à l'IDDRI (Institut du développement durable et des relations internationales).***

[> Retrouvez l'ensemble des enseignements du programme TETRAA en cliquant ici <](#)

À propos de la Fondation Daniel et Nina Carasso

La **Fondation Daniel et Nina Carasso** œuvre pour une transformation de notre société, plus écologique, inclusive et épanouissante.

Elle s'engage dans deux grands domaines que sont l'Alimentation Durable, pour un accès universel à une alimentation saine, respectueuse des personnes et des écosystèmes ; et l'Art Citoyen, pour le développement de l'esprit critique et le renforcement du lien social.

Elle accompagne des projets en France et en Espagne en mobilisant des moyens financiers, humains et en concevant des actions ciblées. Mue par l'objectif d'impact social, elle fonde son travail sur la recherche, les savoirs empiriques, l'expérimentation, l'évaluation et le partage des apprentissages.

Créée en 2010, la Fondation Daniel et Nina Carasso est une fondation familiale, sous l'égide de la Fondation de France. Elle est indépendante de toute société commerciale.

À propos d'AgroParisTech

[AgroParisTech](#) est l'institut national des sciences et industries du vivant et de l'environnement, sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. Acteur de l'enseignement supérieur et de la recherche, ce grand établissement de référence au plan international s'adresse aux grands enjeux du 21e siècle : nourrir les hommes en gérant durablement les territoires, préserver les ressources naturelles, favoriser les innovations et intégrer la bioéconomie.

L'établissement forme en s'appuyant sur la recherche et sur ses liens aux milieux professionnels des cadres, ingénieurs, docteurs et managers, dans le domaine du vivant et de l'environnement, en déployant un cursus ingénieur, une offre de master et une formation doctorale en partenariat avec de grandes universités françaises et étrangères, ainsi qu'une gamme de formation professionnelle continue sous la marque "AgroParisTech Executive".

AgroParisTech se structure en 8 sites en France métropolitaine et Outre-mer dont 1 en Île-de-France, 5 départements de formation et de recherche, 24 unités de recherche, 1 ferme expérimentale, 1 halle technologique, 5 tiers-lieux ouverts dits « InnLab » et compte 3000 étudiants dont 12% de doctorants et 250 enseignants, enseignants-chercheurs et cadres scientifiques. AgroParisTech est une grande école composante de l'Université Paris-Saclay, membre de ParisTech et d'Agreenium.

Contacts presse

Matthias Barthe
Enderby
mba@enderby.fr
06 65 57 72 33

Mathias CARTERON
Enderby
mca@enderby.fr
06 68 27 83 46

Fondation Daniel et Nina Carasso

9 rue Beaujon - 75008 Paris

www.fondationcarasso.org

